

faudrait lever l'embargo sur les armes, l'interdiction qui est faite de vendre des armes aux Musulmans de Bosnie, interdiction qui est d'ailleurs bien souvent tournée, tout le monde le sait.

Notre position à nous, Français, est la suivante : si on lève l'embargo sur les armes, ça veut dire la reprise de la guerre entre Serbes de Bosnie et Musulmans de Bosnie. Dans ce cas-là, nous considérons que nos troupes, les troupes françaises et celles des Nations unies, courraient des risques considérables, prises qu'elles seraient dans une sorte d'étau et si on lève l'embargo sur les armes, en ce qui nous concerne, nous retirons notre contingent et d'ailleurs c'est une position qui est de mieux en mieux et de plus en plus comprise. Il serait en effet difficilement concevable que l'embargo soit levé sur les armes, ce qui permettrait aux Serbes et aux Musulmans de Bosnie de se battre avec encore plus d'efficacité et que l'on laisse en force d'interposition entre les deux qui se battraient davantage, les soldats des Nations unies, dont les Français fournissent le contingent le plus important.

Q - Lever l'embargo, c'est peut-être prolonger la guerre ?

R - Mais, nous ne sommes pas partisans de lever l'embargo en ce qui nous concerne, nous Français. Mais, si tout le monde veut le faire, cela se fera, mais nous en tirerons les conséquences, il faut que tout le monde en soit bien prévenu.

Union européenne - PESC

Q - A travers tous ces exemples, on voit que la France donne beaucoup, mais que parfois elle est bien seule. Le Chancelier Kohl prône la formation d'une troupe de paix, n'est-ce pas un vœu pieux quand on voit la faible implication de l'Europe sur les théâtres extérieurs ?

R - Vous dites "la France donne beaucoup", c'est vrai. Elle a donné beaucoup au Rwanda, en Bosnie, au Cambodge, au Liban antérieurement, c'est notre conception traditionnelle de notre rôle international. La France, contrairement à ce que j'entends parfois, n'est pas une puissance moyenne, en tout cas dans la conception qu'elle se fait de son rôle. Elle entend jouer un rôle éminent dans la défense de la paix et dans le respect des Droits de l'homme.

Q - Un rôle de grande puissance ?

R - A la mesure de ses moyens et lorsqu'il le faut, elle le fait seule, c'est ce qu'elle a fait au Rwanda, mais elle ne peut pas le faire éternellement, c'est pourquoi je vous ai expliqué que nous respecterons la date du 22 août. Mais il est vrai que l'action de la France serait plus efficace encore si elle était relayée par l'action des douze pays européens qui forment avec nous l'Union européenne et il est vrai que cela n'a pas toujours été le cas. Je pense que cette période de transition étant franchie, et c'est à l'Union européenne que je fais allusion, il faut, et la proposition du Chancelier Kohl mérite d'être étudiée, étudier la possibilité pour l'Europe, d'agir elle-même, surtout lorsqu'il s'agit comme pour la Bosnie, d'événements qui se passent à la frontière de l'Union européenne et qui mettent en cause directement sa sécurité. Il faut y parvenir et la France y est tout à

fait prête. Si tous les pays européens faisaient autant que fait la France, proportionnellement à leurs moyens, une bonne partie du problème serait résolue.

Q - Vous êtes déçu que les pays européens ne suivent pas l'attitude de la France ?

R - Non, parce que l'évolution prend toujours un peu de temps et il est normal que ce temps ait été pris, mais maintenant je crois que le moment est venu où il faut donner un contenu à la notion d'Union européenne et à la notion de politique étrangère et de sécurité commune.

Présidence française de l'Union européenne

Q - La France va assurer la présidence du Conseil européen au 1^{er} janvier, mais en cette année électorale importante, aura-t-on le temps de s'occuper de l'Europe, de parler de l'Europe ?

R - Mais à quoi servent les élections selon vous, ça sert à parler de quoi, des problèmes importants ou des problèmes secondaires ? Moi je considère que l'Europe c'est un problème important.

Q - Les préoccupations européennes devront tenir une grande place ?

R - Mais bien entendu, il faudra que les problèmes européens jouent une place importante dans les événements politiques de l'année prochaine, car il s'agit de choisir un avenir pour la France et pour l'Europe notamment et il s'agira de choisir la politique que la France devra mener dans le cadre de l'Union européenne ou dans un cadre élargi et donc je souhaite que les questions européennes soient au premier plan du débat.

PARIS, 18 AOÛT 1994

Algérie - Communiqué du ministère des Affaires étrangères

Séisme en Algérie - aide humanitaire française

Devant le tremblement de terre qui vient de frapper la région de Mascara et de faire de très nombreuses victimes, la France a décidé d'envoyer à l'intention du peuple algérien une aide humanitaire d'urgence composée de matériels de premiers secours (tentes, couvertures) destiné aux sans-abri et du matériel médical.

PARIS, 19 AOÛT 1994

Rwanda - Communiqué conjoint de la Présidence de la République et des services du Premier ministre

Rwanda - relève de l'opération Turquoise

Conformément à la résolution 929 du Conseil de sécurité qui a défini le mandat et la durée de l'opération Turquoise, les forces françaises auront totalement quitté le territoire rwandais le 21 août au soir.

La France ainsi que le Sénégal, le Tchad, le Congo, la Guinée Bissau, le Niger, la Mauritanie et l'Égypte qui ont également participé à l'opération Turquoise, ont rempli leur mission ; un terme a été mis aux massacres ; une aide humanitaire massive de la France, puis de la communauté internationale a pu être distribuée.

La France a tout fait pour que le départ de ses forces se passe dans de bonnes conditions et pour favoriser le maintien des populations rwandaises dans leur pays. La relève des forces françaises par la force des Nations unies a commencé fin juillet. Elle est désormais effective.

La France a rempli son devoir et elle a fait prendre conscience du sien à la communauté internationale. Il appartient aux autorités rwandaises et à la communauté internationale d'assumer aujourd'hui toutes les responsabilités. La France continuera pour sa part son action humanitaire au profit des populations rwandaises.

PARIS, 19 AOÛT 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à France 2

Rwanda - relève de l'opération Turquoise

Q - Nous allons d'abord parler du Rwanda. Il y avait un éditorial du Figaro ce matin disant en quelque sorte "après nous le déluge. Nous aurions pu rester un petit peu plus longtemps, vu les conditions de vie des réfugiés". Alors, pourquoi s'en va-t-on ?

R - Vous vous souvenez qu'il y a deux mois on nous disait "pourquoi y va-t-on ?". Et les mêmes qui critiquaient l'opération, aujourd'hui regrettent qu'elle s'achève.

Je crois que cette opération, il fallait la faire. Tout le monde n'était pas d'accord au départ, mais à partir du moment où le gouvernement a pris sa décision, elle a été conduite avec une remarquable efficacité. Les objectifs que nous nous étions fixés ont été atteints. Nous avons pu protéger à la fois des massacres et de l'exode, près de deux millions de personnes dans la zone humanitaire sûre, et ensuite - je crois qu'il faut souligner ce point car il est très important - nous avons créé un effet d'entraînement. L'aide humanitaire qui n'existait pas avant que nous soyons là, est venue en grande quantité. Il y a également une présence des Nations unies, alors qu'au mois de juin dernier le Secrétaire général nous disait qu'il faudrait au moins six mois pour déployer les Casques bleus sur le terrain.

Voilà les mérites de cette opération. Est-ce que nous partons en disant "après nous le déluge ?" Je ne peux pas laisser affirmer une telle contre-vérité. D'abord nous l'avons annoncé dès le départ. Dès le départ le Premier ministre a dit : c'est une opération qui sera limitée dans le temps. La résolution du Conseil de sécurité qui nous a donné mandat d'aller là-bas s'achève le 21 août, c'était connu. Et enfin, troisième élément qui mérite d'être souligné : le gouvernement de Kigali nous demande de partir, s'oppose à ce que nous restions. Nous avons pris toutes les précautions pour que la relève soit

assurée. Et quand j'entends dire qu'un exode nouveau est en train de se déclencher, cela ne correspond pas aux informations dont je dispose actuellement. Il n'y a pas, au moment où je parle, de nouvel exode, tout simplement parce que la place des soldats français a été prise par des soldats africains, par des soldats ghanéens, par des soldats éthiopiens, sous commandement des Nations unies.

Q - Qu'est-ce qui va se passer si cette frontière zairoise reste fermée, et si les troupes du FPR rentrent dans cette ancienne zone humanitaire. Les réfugiés vont un petit peu se trouver pris en tenailles ?

R - Je crois qu'on ne peut plus parler des troupes du FPR, ou alors ça veut dire que...

Q - les troupes gouvernementales...

R - Oui, voilà. Quand nous sommes allés au Rwanda, il y avait la guerre. Et nous y sommes allés pour protéger les populations contre des massacres, d'où qu'ils viennent d'ailleurs. Aujourd'hui, les combats ont cessé. Il y a un gouvernement à Kigali. Certains grands pays occidentaux lui trouvent d'ailleurs de grands mérites. Eh bien, c'est à lui de faire ses preuves, de rassurer les populations, de montrer qu'il est capable d'assurer la sécurité sur l'ensemble de son territoire. Je pense que ce serait une grave erreur de sa part que de faire pénétrer des troupes dans la zone humanitaire sûre. Il n'y en a pas besoin, puisqu'il y aura le 21 et le 22 août, plus de deux mille Casques bleus. C'est donc à ce qu'on appelle la MINUAR, la Mission des Nations unies pour le Rwanda, d'assurer le relais si je puis dire, entre l'opération Turquoise et une situation plus stabilisée.

J'ajoute enfin que, loin de dire "après moi le déluge", la France intensifie son aide humanitaire : mille tonnes de vivres et de médicaments aujourd'hui et demain, à nouveau mille tonnes à la fin de la semaine prochaine. Il y en avait déjà six mille auparavant, vous voyez que nous avons fait un effort considérable. Et enfin, nous restons à Goma au Zaïre, pendant une période de temps intermédiaire, pour permettre précisément, le bon fonctionnement de l'aide humanitaire.

Bosnie-Herzégovine

Q - François Léotard a fait part de son indignation après le meurtre, il n'y a pas d'autre mot, d'un Casque bleu français à Sarajevo. Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre, concrètement, qu'exprimer son indignation ?

R - C'est un véritable assassinat, effectivement. Ce Casque bleu était dans une casemate, dans un bunker, et il a été tiré, d'après les informations dont nous disposons, à la lunette, par un sniper comme on dit, sans qu'il soit possible encore de déterminer l'origine du crime. Et je partage donc l'indignation devant ce meurtre tout à fait odieux.

La Bosnie, nous en avons longuement parlé ce matin. J'étais à Bruxelles avec mon collègue américain, mon collègue allemand, mon collègue britannique. Il s'est passé quelque chose depuis trois semaines en Bosnie. C'est qu'on a assisté à un découplage, à une dissociation entre Belgrade et Pale, entre les Serbes de Serbie et les Serbes de Bosnie. Il y a peut-être là une